

ILS SONT ATTENDUS CETTE SEMAINE À ALGER

Trente représentants d'In Salah chez Sellal

Trente représentants de la société civile d'In Salah sont attendus cette semaine à Alger. Selon des sources proches, c'est le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qu'ils devront rencontrer, en présence du ministre de l'Energie et autres hauts responsables.

La réponse du président de la République à la population d'In Salah sur la question d'exploration du gaz de schiste, n'a pas totalement mis fin à la contestation, mais a plus ou moins calmé les esprits.

Beaucoup de manifestants sont rentrés chez-eux, répondant ainsi à l'appel du comité des trente représentants de la société civile, selon des sources locales.

Toutefois, plusieurs dizaines de jeunes citoyens occupent toujours la rue et attendent de voir d'abord les résultats de la prochaine rencontre d'Alger. Cette rencontre prévue au courant de cette semaine

ne devrait regrouper les trente représentants avec fort probablement Abdelmalek Sellal, en présence du ministre de l'Energie et autres hauts responsables. «La date de cette rencontre n'a pas encore été arrêtée, mais elle sera au plus tard programmée pour lundi ou mardi, sauf changement de dernière minute : c'est le Premier ministre qui se réunira avec le comité», précisent nos sources.

Pour rappel, Abdelaziz Bouteflika avait annoncé mardi, à l'issue d'un Conseil des ministres restreint des projets de développement local au profit de la région

d'In Salah. Mais sur la question de l'arrêt du forage expérimental de Tidikelt, le Président n'a pas abdiqué. Il a toutefois appelé à laisser le débat ouvert, et a instruit le gouvernement de dialoguer et suivre le dossier. Le déplacement des trente représentants de la société civile d'In Salah à Alger, s'inscrit d'ailleurs dans cette perspective. Le communiqué qui a sanctionné, mercredi, la réunion du comité appelait ainsi les manifestants anti-gaz de schiste à rentrer chez-eux en attendant la rencontre d'Alger. «Le comité des trente a certes l'écoute de la population, mais il ne peut pas agir sur tous les citoyens. Des dizaines de jeunes occupent toujours la rue mais sans aucune intention d'activer ou de manifester. Ils attendent les résultats de la réunion d'Alger pour rentrer chez eux ou continuer la pro-



Photo : D. R.

Abdelmalek Sellal.

testation», expliquent nos sources. La revendication principale qui sera posée à Alger est la constitution d'une commission de cinq

ingénieurs d'In Salah, qui seront chargés du suivi du forage expérimental, à titre d'observateurs.

Mehdi Mehenni

«CERTAINES AMBASSADES À ALGER SONT PARTICULIÈREMENT ACTIVES CES JOURS-CI»

Saâdani dénonce un complot étranger au Sahara

Amar Saâdani insiste : «Le gros dans cette histoire de gaz de schiste relève de la manipulation, c'est l'œuvre du colonialisme». Jeudi dernier, à l'occasion de la réunion des mouhafedh du parti qu'il a présidée au siège national à Hydra, le chef du Front de libération nationale revient longuement sur cette grave crise qui secoue le sud du pays, depuis le début de l'année.

Kamel Amarni — Alger (Le Soir) - «Le colonialisme vise notre Sahara, comme il l'a déjà fait ailleurs. Voyez ce qu'il a fait du Sahara libyen, irakien, etc. Quand nous avons parlé de la main de l'étranger, certains se sont empressés de nous accuser de recourir à un discours appartenant au passé, de recourir à la langue de bois, ils se trompent lourdement». Celui qui nous a habitués à des sorties médiatiques fra-

cassantes depuis son intronisation à la hussarde à la tête du parti par la présidence de la République est d'ailleurs considéré, depuis le 29 août 2013, comme le porte-parole «officieux» du clan Bouteflika. Un peu comme Louisa Hanoune, également proche et qui reste la seule responsable d'un parti politique, toutes tendances confondues, que Bouteflika reçoit, le SG du FLN plaide avec force, pour la thèse du complot. «Certaines ambassades à Alger sont particulièrement animées depuis quelques jours ». En bon relais de la présidence, Saâdani tenait, bien sûr, à «remercier chaleureusement les dernières décisions prises par le président de la République qui est également le président du parti». Avant de donner cette autre information : «D'autres décisions au profit des populations du Sud et des Hauts-Plateaux seront encore annoncées dans quelques jours». Mais qui Saâdani vise-t-il par ses accusations au juste ? «La France ? Non, la France n'est pas

intéressée par le gaz de schiste, mais par l'uranium. La France veut le Niger, le Mali mais aussi Tamanrasset». Sur un tout autre plan, interne au parti celui-là, Saâdani s'en prendra à ses opposants : «Certains nous accusent de fuir le congrès. Qu'ils sachent que nous préparons les congrès avec la base et non pas à Hydra comme ils avaient l'habitude de le faire. Je sais que ce discours ne plaît pas à ces gens qui ont peur de perdre leur éternel statut de VIP». Saâdani, qui avait effectivement ajourné jusqu'à nouvel ordre la tenue du 10^e congrès du parti qui devait intervenir en ce début 2015, trouvera l'astuce, le justificatif du moins, en brandissant cet argument de vouloir associer la base. «Il est bien facile d'appeler les gens, de leur demander de venir avec des éléments à eux pour un simulacre de congrès. Mais ce que nous voulons, nous, c'est de préparer un congrès sérieux. Nous allons installer des commissions de wilaya prochainement pour ce

faire». Puis, cet autre argument, d'ordre politique : «La convocation de notre congrès dépend de certaines questions nationales. Il y a surtout la révision de la Constitution. Il serait inconcevable de ne pas adapter les statuts du parti aux nouvelles dispositions de la future Constitution comme par exemple le fait que le parti de la majorité prenne la direction du gouvernement. Il faudrait penser aux mécanismes. Il y a aussi celles relatives à l'Etat civil que nous réclamons et bien d'autres changements encore». S'agissant, enfin, de sa rencontre avec une délégation du FFS au sujet de sa «conférence nationale», Saâdani donne l'accord de la participation du FLN, mais avec «sa» ligne rouge consistant à ne jamais aborder la légitimité des institutions, autrement dit Bouteflika. Le SG du FLN n'omettra pas de remercier vivement ses invités du FFS pour avoir accepté sa condition.

K. A.

PROTESTATION CITOYENNE À IN SALAH

Yousfi incrimine la presse

«C'est à vous (la presse en général ndlr) d'expliquer et c'est à vous de ne pas répandre les rumeurs autour de cette affaire», a répondu en substance, le ministre de l'Energie Youcef Yousfi lorsque nous l'avons interrogé, jeudi matin à Boumerdès, au sujet de la persistance de la protestation citoyenne à In Salah en dépit de l'intervention publique, par le biais d'un communiqué de presse, du chef de l'Etat assurant la population du Sud du report de l'exploitation du gaz de schiste. Yousfi ne s'arrêtera pas à cette critique.

D'après lui, la presse devait soutenir les choix du gouvernement et faire un travail d'explication en direction de la population pour la convaincre de la pertinence de ce choix. Les journalistes devaient, donc, à suivre le raisonnement du ministre, se départir de leur neutralité pour relayer le discours de l'autorité du pays et dire à leurs compatriotes que «l'industrie des hydrocarbures et une industrie où nous avons besoin de techniciens et de spécialistes.

Nous formons des spécialistes et nous continuerons à expliquer aux citoyens tous les aspects de cette industrie et les précautions qu'il faudrait prendre pour protéger la santé de la population et nos ressources les plus chères que sont les ressources hydrauliques. Nous suivons, par ailleurs, particulièrement

les orientations du chef de l'Etat. Nous ferons également attention à tous les problèmes de la santé de la population et de l'environnement.

La Sonatrach a des experts et des spécialistes qui veillent nuit et jour à ces aspects de l'environnement et de la santé de la population». Interpellé par une consœur sur le manque de communication officielle, le ministre dira : «Nous avons été sur place pour expliquer aux citoyens et nous sommes prêts à repartir sur place pour expliquer encore une autre fois le problème.

Nous sommes ouverts au dialogue dans chaque endroit du territoire national.» Et d'ajouter au sujet du risque de pourrissement de la situation, «personne n'a dit que les citoyens de In Salah n'ont pas le droit d'être inquiets et de le dire publiquement en ce qui concerne toutes les décisions.

Nous sommes toujours en contact avec la représentation citoyenne pour leur expliquer plus amplement tous les volets de cette industrie des hydrocarbures.»

Diminution des revenus du gaz aussi importante que pour le pétrole

A une question du *Soir d'Algérie* sur l'impact concernant les revenus de l'Algérie provenant de la vente de son gaz sachant que notre pays a indexé le prix du gaz sur celui du pétrole, alors que l'or noir traverse

une grave crise, le ministre, quelque peu sur la défensive, précisera promptement que l'Algérie n'est pas le seul pays à avoir choisi cette méthode de calcul (indexation) du prix de vente de son gaz puis d'asséner «les pertes de revenus sont malheureusement aussi importantes que celles pour le pétrole».

Formaton tous azimuts chez Sonatrach

Pour rappel, le ministre s'est déplacé ce jeudi à Boumerdès pour présider à l'IAP (Institut algérien du pétrole) la cérémonie de sortie d'une promotion de 72 masters spécialisés en forage.

La cérémonie a été rehaussée par la présence de Son Excellence l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Andrew Noble, du wali de Boumerdès, Kamel Abbès, du P-dg de la Sonatrach, Saïd Sahnoun et de la vice-présidente de l'université Robert-Gordon d'Aberdeen (Ecosse), Shona Cormack.

A suivre les interventions de ces responsables, notamment le ministre et le patron de l'entreprise pétrolière, il semblerait que tout le monde est satisfait du partenariat en cours entre l'université citée plus haut et Sonatrach, laquelle a chargé l'IAP dont elle a le contrôle de concrétiser.

Dans son intervention durant la cérémonie ou devant la presse, Yousfi n'a de cesse d'insister sur la

formation. «La valeur d'un peuple et sa place dans un monde globalisé se mesurent à l'aune de la maîtrise de la connaissance.

C'est donc nos systèmes d'éducation et de formation qui vont déterminer notre place dans le monde», dira-t-il en préambule de son intervention devant l'auditoire.

Pour lui, le secteur des hydrocarbures est hautement stratégique. Il est donc tout aussi stratégique de valoriser et de moderniser ses ressources humaines. «Le secteur de l'énergie est fermement décidé à faire du savoir son moteur de développement.»

Le ministre a, en outre, fait part d'un programme en cours de formation de milliers d'ingénieurs et de 5.000 techniciens pour Sonatrach. Yousfi pense que la maîtrise de l'expertise dans le domaine des hydrocarbures est cruciale pour la Sonatrach.

A ce propos, nous avons questionné, en aparté, la vice-présidente de l'université Robert-Gordon sur le niveau des étudiants par rapport aux normes fixées par l'institution dont elle a la charge.

Elle estime qu'il est bon. Il y a lieu aussi de noter que les 72 diplômés, dont un bon nombre de filles, seront rapidement envoyés sur le terrain pour mettre en pratique les connaissances acquises.

Abachi L.

Les étudiants anti-gaz de schiste sortent dans la rue à Béjaïa

Après l'imposant rassemblement initié par le Parti socialiste des travailleurs (PST), samedi dernier, une autre manifestation a été observée, mercredi, au chef-lieu de wilaya, sous le même mot d'ordre en soutien au mouvement pacifique de citoyens d'In Salah et du Grand Sud algérien dans leur combat pour l'arrêt de l'exploration et de l'exploitation du gaz de schiste en Algérie.

Plusieurs dizaines d'étudiants de l'université Abderrahmane-Mira de Béjaïa, soutenus par le bureau de Béjaïa de la LADDH (Ligue algérienne des droits de l'homme) et d'autres associations, sont sortis dans la rue à travers une marche pacifique qui s'est ébranlée depuis le campus de Targa-Ouzemour jusqu'au siège de la wilaya de Béjaïa à l'appel du mouvement RAJ.

Brandissant des pancartes sur lesquelles l'on pouvait lire : «Les Algériens ne sont pas cobayes», «Pour l'arrêt de l'exploitation du gaz de schiste» ou «Nous sommes solidaires avec In Salah», les manifestants ont repris à tue-tête, tout au long du parcours de la marche, des slogans hostiles à toute idée d'exploration ou d'exploitation du gaz de schiste.

A. Kersani